

# Lettre ouverte au Professeur Dioncounda Traoré ,Président par intérim de la république du Mali.

29 April 2013

Monsieur le Président,

Par la présente lettre, je viens vous faire part un cri de cœur alarmant, qui est le mien, mais aussi celui de beaucoup de maliens sans voix. En effet, nous avons applaudi à l'unanimité l'exploit grandiose de l'armée du Mali, soutenue par l'armée Tchadienne et l'armée Française, au nord de notre pays. Néanmoins, beaucoup de zones obscures demeurent autour de la huitième région du Mali, Kidal.

Permettez-moi, Monsieur le Président de vous rappeler que les Maliens ont fondé leur espoir, une confiance en vous à travers votre premier discours en qualité du Président par intérim du Mali et votre premier discours fédérateur adressé à la nation après votre convalescence en France. En tant que descendant d'un certain Babemba ou d'un Touramakan, les maliens pensent que vous serez fidèle à vos paroles d'honneur.

Les Maliens se posent beaucoup de questions concernant l'absence de l'armée du Mali à Kidal. Nous avons des réponses divergentes à ces questions dans les coulisses à Bamako, vagues dans les sorties médiatiques du Ministre Français des affaires étrangères et du ministre Français de la défense. Mais, Monsieur le Président, nous n'avons aucune déclaration officielle de votre personne, ni un membre de votre équipe, pouvant mettre fin à la suspicion qui s'installe progressivement chez beaucoup de maliens soucieux du devenir de notre pays.

L'inquiétude des Maliens actuellement, n'est pas le respect de l'échéance électorale en mois de juillet, mais c'est l'insécurité persistante à l'intérieur de notre pays. L'élection présidentielle demande un environnement paisible, une confiance entre le gouvernement et le peuple, un climat apaisé. Il nous semble, Monsieur le Président, que ces conditions nécessaires à la réussite d'une élection présidentielle, ne sont pas acquises. En effet, une cellule terroriste dormante à Bamako, vient d'être démantelée par les services de sécurités du Mali d'après un article de l'Agence France-Presse (AFP) qui date le 28/04/2013.

Monsieur le Président, Organiser une élection présidentielle sans une partie du territoire Malien, est anticonstitutionnel. Nous savons que le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) n'est pas désarmé et contrôle totalement Kidal. Les Maliens pensent que les erreurs qui ont été commises dans les accords précédents notamment l'accord de Tamanrasset et l'accord d'Alger, vous serviront de leçons afin d'éviter que le Mali tombe dans un nouveau conflit armé dans le futur. Par conséquent, nous pensons qu'il serait sage de désarmer le MNLA avant toute élection pour une future paix durable au Mali. Le dialogue a été toujours une échappatoire dans les conflits inter-maliens, mais il n'y aura pas de paix sans justice. Les crimes commis par le MNLA, ne peuvent pas rester impunis sinon aucun dialogue n'aboutira à une paix durable. Pendant la prise des trois régions du Mali, le MNLA s'est associé aux groupes terroristes et ont commis ensemble des exactions abominables contre une population paisible au nord du Mali, contre l'armée du Mali à Aguel'hoc. Les Maliens ne pourront jamais pardonner le MNLA dans l'impunité.

Les Maliens ont été toujours pour le dialogue, mais nous voulons un dialogue basé sur la franchise. Le MNLA n'est pas un mouvement représentatif des Touaregs et du moins celui de la population du nord du Mali. Nous avons les autres ethnies majoritaires au nord du Mali comme les peuls, les Sonhrais ,qui ont leur mot à dire dans la gestion du nord du Mali. Donc le MNLA ne peut prétendre représenter cette population du nord de notre pays.

Nous saluons l'aide de la France à sa juste valeur parce qu'elle serait plus précieuse si la France s'était abstenue à toute aventure bâclée et militaire en Libye et/ou si elle avait répondu à temps au cri de détresse lancé par le peuple Malien le 17 Janvier 2012 .L'erreur est humaine, mais nous pensons que la France est entrain de faire encore une mauvaise lecture de la situation du nord de notre pays par son accointance avec le MNLA .Nous vous demandons ,Monsieur le Président ,de ne pas commettre les mêmes erreurs que les gouvernements précédents. Les Maliens désirent un dénouement définitif du problème de notre septentrion.

Le retour des déplacés et des réfugiés maliens dans leur famille progresse lentement. L'administration du Mali n'est pas totalement installée dans les zones libérées. Toutes les questions techniques de l'élection présidentielle (fichier électoral, logistique électorale,...) n'ont pas été répondues avec l'unanimité des partis politiques ou ne sont pas encore abordées de manière exhaustive. Les Maliens sentent un grand déficit de communication et de l'information de votre gouvernement .Avec tant de questions en suspens et vu l'échéance électorale dans deux mois, nous pensons que vous deviez sortir du silence afin de donner au peuple Malien la confiance en vous et en elle. Monsieur le Président, le défi actuel au Mali n'est pas une course à une élection en mois de juillet, mais de retrouver la quiétude sur toute l'étendue de notre territoire et d'éviter une crise postélectorale. A cet effet, nous devons éviter de confondre vitesse et précipitation.

Convaincu de tout intérêt que vous accorderez à ces quelques lignes, permettez-moi, Monsieur le Président, de vous assurer, ma très haute considération.

**Bamako le 29/04/2013**  
**Bissi Babemba Traoré**

<http://bamada.net/lettre-ouverte-au-professeur-dioncounda-traore-president-par-interim-de-la-republique-du-mali>